

# Le miracle "se produit"

Je crois qu'il est des nations comme des individus, certaines occasions heureuses leur arrivent souvent une seule fois dans leur vie, elles doivent impérativement être saisies. Elles reviennent rarement.

Il y a quelques années, je m'entretenais avec un ambassadeur américain et nos échanges de vues portaient sur les obstacles majeurs qui freinent l'évolution démocratique du pays. Le plus complexe et le plus difficile à résoudre ou à contourner à notre avis est l'existence de ce grand nombre de citoyens de tous bords, fonctionnaires ou non, prêts à se mettre au service de celui qui tient les rênes du pouvoir sans se poser de questions sur sa légitimité ni sur son action, ni sur ces méthodes. Et, bien sûr, sans fixer de limites à l'obéissance. J'ai dit à l'ambassadeur que la solution idéale me semblait être que le détenteur du pouvoir lui-même fasse preuve de patriotisme, d'esprit de sacrifice et de sagesse en engageant les réformes indispensables. La réaction spontanée de l'ambassadeur a été: "ça relève du miracle. On n'abandonne jamais le pouvoir de son plein gré".

Entre temps, il y a eu le cas du Niger. Transition au démarrage difficile mais la détermination aidant, l'objectif a été atteint, mise en place des institutions démocratiques et élection d'un président dans la transparence.

J'ai suivi avec envie la cérémonie grandiose de prise de fonction du Président Tandja, avec, à l'esprit, l'espoir qu'un jour cela se passe chez moi.

Je commence sérieusement à y croire et même à croire au miracle depuis le changement politique intervenu le 03 août. Je l'ai bien sûr souhaité comme beaucoup de compatriotes (voir Le Calame du 19 mai). Mais je n'ai jamais pensé que les choses allaient se passer aussi bien et aussi tôt. La majorité des citoyens semblait en effet accepter la soumission et même bien plus, le déshonneur.

Et voilà que le changement s'est effectué de la meilleure manière possible, nous révélant à l'occasion, et c'est important, que le patriotisme, le sens du devoir et du sacrifice n'ont pas disparu chez tous nos compatriotes, malgré les risques et les tentations matérielles.

Bien qu'il constitue une fin en lui-même en raison des excès du régime, le changement apporte la détente et l'espoir tant attendus par le peuple et largement exprimé par ceux d'entre les citoyens qui n'ont pas cédé aux pressions diverses, à la peur et à la tentation matérielle.

En effet les procès politiques successifs, avec des condamnations sans aucun rapport avec les

faits, la perspective d'autres procès similaires qu'attendent les dizaines de prisonniers politiques non encore jugés, les conditions de vie des citoyens qui se dégradent constamment, sans que l'Etat marque un intérêt réel à leur sort, toutes ces causes réunies et bien d'autres ont porté la tension politique et sociale à son paroxysme et l'on pouvait tout craindre.

Le pouvoir lui-même semblait sentir que quelque chose n'allait pas, d'où le renoncement à la peine de mort au dernier procès et la reconnaissance de trois associations des droits de l'homme. Mesures tout à fait insuffisantes et qui allaient certainement être sans intérêt pratique; on feza mourir à petites doses les prisonniers concernés et on paralysa les associations. C'est la politique d'écurement des crises bien maîtrisées par le système. Elle permet d'user l'adversaire que le pouvoir limite à une poignée d'opposants sans moyens et sans convictions réelles.

Le changement du 03 août et l'amnistie générale totale et complète sont venus à point nommé détendre cette atmosphère explosive et mettre fin à ce petit jeu du chat et de la souris, indigne à ce niveau de responsabilité.

Les prisonniers, dont certains commençaient déjà à voir l'enfer qu'on leur destinait, retrouvent leur liberté et leur dignité.

L'espoir d'évoluer rapidement vers la mise en place d'institutions réellement démocratiques est aussi revenu.

Le soulagement et la joie qui ont gagné les populations expliquent le soutien unanime exprimé par les partis politiques non compromis par leur soutien au régime et par la société civile à l'action et au programme annoncé du conseil militaire.

L'engagement du conseil militaire pour la justice et la démocratie par un programme aussi clair en faveur de l'instauration de la démocratie dans le pays, dans les circonstances que nous venons d'évoquer, relève en effet du miracle.

Il traduit le patriotisme des membres du CMJD, mais aussi, et c'est là, pour moi, la grande originalité, la confiance dans l'aptitude du peuple mauritanien à assimiler les subtilités de la démocratie et à gérer convenablement un Etat de droit démocratique.

C'est là une rupture totale avec la "théorie" soutenue par la plupart des dirigeants arabo-africains et parfois par leurs amis occidentaux.

L'idée que nos peuples ne peuvent pas se gouverner eux-mêmes a toujours été et reste en grande partie à la base de la réflexion des dirigeants occidentaux sur l'op-

portunité d'intervenir dans les affaires intérieures des pays du tiers-monde.

Je rappelle à cet effet que le responsable américain désigné par le président Bush pour coordonner les rapports des Etats-Unis avec l'opposition irakienne, a déclaré dans une interview bien diffusée à l'époque: "Je ne suis pas de ceux qui croient que les peuples arabes ne peuvent pas se gouverner eux-mêmes". Ce qui veut nettement dire que l'idée est présente à l'esprit des dirigeants américains.

Le lecteur me pardonnera, je l'espère, cette digression, elle m'a semblé nécessaire pour attirer son attention sur l'importance considérable de l'enjeu de cette transition.

C'est une occasion "miraculeuse" pour nous, c'est aussi un défi politique et culturel pour le monde auquel nous appartenons.

L'interview récente de l'Emir du Qatar au sujet du changement opéré chez nous montre à l'évidence qu'il a bien perçu l'enjeu. Il a souhaité le succès pour que cela serve d'exemple.

Notre peuple a vécu une expérience malheureuse de gestion des affaires publiques, douloureuse pour un grand nombre de citoyens et fatale pour d'autres. Elle laisse beaucoup de problèmes à résoudre dont certains sont poignants.

Il s'agit du passif humanitaire essentiellement.

Au cours des consultations promises, tous les problèmes doivent être posés et débattus. Ceux qui peuvent trouver des solutions dans la période de transition doivent être résolus.

Réussir la transition dans les délais et dans les meilleures conditions me semble être l'essentiel aujourd'hui.

C'est en effet l'Etat de droit démocratique qui offre toutes les chances de résoudre les problèmes, puisqu'il garantit la liberté et la justice égale pour tous, les droits fondamentaux de la personne humaine, le respect scrupuleux des droits des minorités, culturelles, religieuses ou ethniques.

La réussite de ce processus permettra à notre pays de trouver sa place dans ce mouvement universel de libération de la personne humaine de toute entrave à son épanouissement. Né, probablement depuis des millénaires, il s'est accéléré au courant du siècle dernier grâce au développement scientifique, technique et technologique qui a permis le développement sans précédent des échanges.

Ce mouvement se traduit à travers l'action de nombreuses institutions internationales au champ d'action mondial dont le dernier né et pas le moindre est le Tribunal Pénal International, des organisations humanitaires de tous ordres, des entraides bilatérales, etc.

A travers ses actions s'expriment la solidarité et la communauté de destin de l'humanité, ainsi que la volonté commune d'aider ceux qui en ont la volonté, comme d'aider ceux qui en ont besoin à recouvrer leur liberté, leur dignité et pourquoi pas, à s'épanouir.

A l'intérieur des frontières des Etats, l'idéal prend d'un projet concret d'organisation politique aux règles bien connues à mettre en œuvre: le système démocratique.

Partout où le projet a été réalisé, les conditions de vie ont atteint progressivement des niveaux qualitatifs et quantitatifs très élevés.

Paix, justice et sécurité intérieures, solidarité nationale, développement économique et social, etc. ce sont là quelques éléments de ce que promet la démocratie.

Signalons ici que la démocratie par définition est une association politique d'individus libres et indépendants (indépendants = responsables de leurs actes). Liberté et responsabilité de l'individu, deux notions affirmées par l'Islam dès sa naissance alors que l'Europe Chrétienne, au milieu du 16<sup>e</sup> siècle, se posait encore la question de savoir si les amérindiens sont des êtres humains ou des animaux (voir la controverse de Valladolid organisée par l'Eglise).

C'est probablement ce qui a fait dire à l'Islamiste politique bien connu, Hassan Tourabi, que la démocratie politique traduit l'âme de l'Islam.

Ces observations inscrites en raison du contexte attirent l'attention, encore une fois, sur l'importance considérable de ce défi. Relever ce défi avec succès changera totalement notre façon de vivre et d'envisager l'avenir, rehaussera le prestige de notre pays et de notre peuple et aura une influence bénéfique sur l'évolution politique de l'Afrique et du monde Arabo-musulman.

C'est pourquoi je lance un appel à ceux de mes concitoyens qui auront la chance de participer au processus ou d'être en mesure d'apporter une contribution, si minime qu'elle soit, de ne pas hésiter à apporter leur concours.

J'ai toujours pensé et écrit que les spécificités de notre peuple le prédisposent à assimiler et à apprécier les valeurs démocratiques et les bienfaits de la démocratie.

J'espère fortement que mes concitoyens ne rateront pas l'occasion qui nous est offerte de manifester avec fermeté, clarté et sincérité notre choix pour la dignité, la liberté et la justice.

ELY O. ALLAF  
ANCIEN MINISTRE,  
ANCIEN AMBASSADEUR